



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France (Mont Saint-Sébastien)

ALTIPLANO
4 Place de la pyramide
92800 PUTEAUX

Références : E/25- **2533**

Code AIOT : 0006506757

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV Île-de-France (Mont Saint-Sébastien) implanté Mont Saint-Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France (Mont Saint-Sébastien)
- Mont Saint-Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006506757
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Mont Saint Sébastien a été exploitée du 1974 à 2004.

L'Arrêté Préfectoral n°08 DAIDD 1 IC 107 du 12 mars 2008 fixe les prescriptions du suivi post-exploitation qui a débuté le 1^{er} janvier 2007.

L'exploitant bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 11 DRIEE 023 du 14 février 2011 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une installation de valorisation énergétique de biogaz sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Aménagement durant la période de suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Forages	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion du suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté lors de la visite d'inspection du site 2 situations qui nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant :

- un glissement ancien d'une partie sommitale d'un massif de déchets,
- un piézomètre n° 1 non conforme à la norme NF X31-614.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion du suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.6.3
Prescription contrôlée : Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 à 6 du deuxième programme. La fréquence de ces analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats des contrôles réalisés au cours des précédents programmes de post-exploitation.

Constats :

Le rapport annuel 2024 du suivi post exploitation de l'installation indique que le site est en deuxième période de suivi post-exploitation.

D'après l'article 10.6.2 de l'arrêt préfectoral du 12 mars 2008, la deuxième période de suivi post-exploitation débute de la sixième année jusqu'à la quinzième année après le début du suivi qui a démarré le 1^{er} janvier 2007.

L'année 2024 étant la dix-huitième année de suivi post-exploitation, le site aurait dû entrer dans la troisième période de suivi post-exploitation à partir de l'année 2022.

Le rapport 2024 fait état des résultats des surveillances des points 1 et 2 du deuxième programme qui n'est plus requis pour la troisième période de suivi post-exploitation, à savoir :

- le contrôle mensuel du système de captage du biogaz, les analyses semestrielles des paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O, ainsi que, en cas de destruction par combustion en torchère, une campagne annuelle des émissions de SO₂, CO, HCl, HF ;
- le contrôle semestriel du système de drainage des lixiviats, du volume et de la composition des lixiviats, et de la compatibilité de cette composition avec l'installation de traitement externe, et le contrôle semestriel du niveau de lixiviats dans l'ancien massif de déchets à l'aide du réseau minimal de dix puits de contrôle ;

L'exploitant a déclaré lors de la visite d'inspection qu'il poursuivra le suivi de ces 2 points, car ces suivis sont nécessaires notamment pour l'exploitation de l'unité de valorisation électrique du biogaz, au regard de la quantité de biogaz générée par le site qui reste importante (près de 4 200 000 Nm³ à 50% CH₄ en 2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.2

Prescription contrôlée :**Article 10.2.1**

L'exploitant assure la stabilité des talus et digues et prend toutes dispositions pour éviter les risques d'éboulement.

Article 10.2.8

Durant toute la période de suivi post-exploitation de l'installation de stockage, l'exploitant assure le suivi régulier des éléments (inclinomètres, relevés topographiques, ou tout autre moyen équivalent) permettant de contrôler la stabilité du massif de déchets rehaussé et des différents ouvrages de soutènement de ce massif (digues, etc).

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté un glissement de faible ampleur d'un des talus qui fait face au bassin d'eaux pluviales au nord du site. Les matériaux éboulés se sont accumulés

sur le redan en contre-bas.

La présence de végétations sur ces matériaux éboués témoigne de l'ancienneté du glissement.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la survenue de cet évènement, ni des actions correctives prises ou envisagées pour analyser et corriger les désordres.

Le rapport annuel 2024 indique que le dernier contrôle tri-annuel des repères topographiques, prescrit à l'article 10.6.1 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2008, a été réalisé en février 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant présente auprès de l'inspection des installations classées l'analyse des causes de cet éboulement et propose les actions correctives envisagées pour corriger les désordres et reconstituer le talus.

Il convient que l'exploitant présente à l'inspection des installations classées son organisation pour assurer un suivi régulier de la stabilité du massif de déchets, en complément du suivi des repères topographique dont le prochain devrait intervenir courant 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Aménagement durant la période de suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 10.5

Prescription contrôlée :

Durant la période de suivi post-exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture finale, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté sur le massif de déchets la présence d'équipements mis hors services (organes de pompages, canalisations, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que les aménagements et équipements non nécessaires soient supprimés du site, ou obturés pour ce qui concerne les canalisations mises hors service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 5.3

Prescription contrôlée :

L'ensemble des forages (piézomètres, etc) et l'équipement de ces ouvrages assurent, pendant toute la durée de la post-exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion de nappes d'eau distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface.

Constats :

L'inspection des installations classées est allé constater à l'issue de la visite d'inspection, en l'absence de l'exploitant, l'état apparent du piézomètre n° 1 situé à l'extrémité Sud-Est du site, en domaine public.

À l'emplacement supposé du piézomètre, il a été constaté un tube non fermé, à ras du sol, sans tête de piézomètre ni margelle bétonnée. Un cône de signalisation était posé au-dessus du tube.

Suite à ce constat, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant par mail du 24 septembre 2025 de confirmer si ce tube correspondait bien au piézomètre n° 1.

À la date d'établissement du présent rapport, ce mail est resté sans réponse de la part de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant justifie auprès l'inspection des installations classées que les 5 piézomètres utilisés pour la surveillance des effets de l'installation sur les eaux souterraines sont conformes à la norme NF X31-614 et qu'ils ne présentent pas de risque d'introduction de pollution de surface. En cas de non-conformité à la norme, l'exploitant présente à l'inspection un programme de mise en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois